

CINAMIR

ASSOCIATIONS RWANDAISES

15 OCT 1995 - 26 MAR 1996

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

[CONFIDENTIAL]  
RMNG APR 2009

UNARCHIVES

SERIES	<u>51120</u>
BOX	<u>13</u>
FILE	<u>6</u>
ACC.	<u>1998/027B</u>

S R S G

Rec'd 16<sup>th</sup> 5  
22/7/94  
PD

Belt  
H. J. L.  
an



**transliteration (original: French)**

**To:** The Commander of UNAMIR, Kigali.  
**From:** St George Scout Troop,  
National University of Rwanda,  
(U.N.R.) - Butare, c/o Faculty of S.E.S.G.[?]  
P.O.Box 117 BUTARE  
tel: 30272

*Mr J. Khan*  
*Please bring the*  
*matter to the attention*  
*of HAC. Maybe we*  
*can help*  
*8-2-96*  
*WS*

signed by: NYIRINGABO, Jean-Marie, Chairman, Executive Committee.

**Through:** 'the Director of University Welfare',  
the Dean of [?illegible], Mr NARABUYE, François.

**Cc:** the Chancellor, all Vice-Chancellors

**Date:** 22 December, 1995.

**Text:** Subject : Request for Sponsor

Dear Sir,

We have the honour to come [write] to your eminent benevolence to seek a sponsor.

Indeed, on 8 December we received a visit from the scouts of Makelele [?Makerere?] University (Uganda) whose purpose was [two-fold] as follows:

- to strengthen the good relations between the two universities in general and between the scout troops of the two institutions in particular; and
- to invite us to commemorate with them at NYELI (Kenya) the next anniversary (22.2.1996) of our Founder BADEN-POWELL.

As this travelling requires substantial means, and since the newly established U.N.R. Scout Troop is not in a position to cover these requirements, we felt it would be appropriate to have recourse to people (organisations) to procure for us:

- a means of transport (for about 15 people)
- petrol

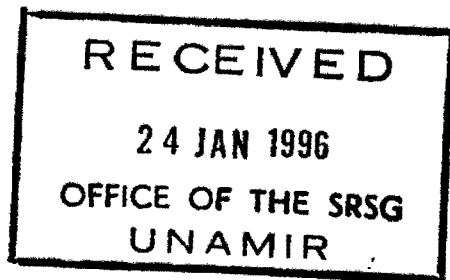
While thanking you for the benevolence you will grant to our request we beg you to receive, Sir, the expression of our thanks.

Signed: NYIRINGABO, Jean-Marie, Chairman, Executive Committee.

UNITE SCOUTE St. GEORGES  
UNIVERSITE NATIONALE DU RWANDA  
(U.N.R.) - BUTARE  
c/o Faculté des S.E.S.G.  
B.P. 117 BUTARE

Tel: 30272

Objet : Demande de sponsor



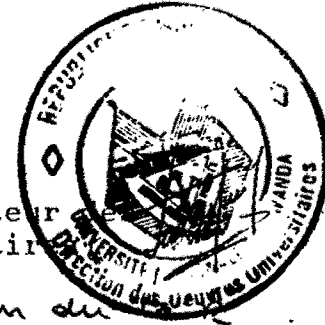
Butare, le 22 décembre 1995

Monsieur le Commandant  
de la MINUAR  
KIGALI.

S/couvert de:

- Monsieur le Directeur  
Oeuvres Universitaires

Monsieur le doyen de  
NARAMABUYE François



Monsieur,

Nous avons l'honneur de venir  
auprès de votre bienveillance afin de solliciter un  
sponsor.

En effet, en date du 8 décembre  
1995, les Scouts de l'Université de Makelele (OUGANDA)  
nous ont rendu une visite avec les buts suivants:

- Renforcer les bonnes relations entre les deux  
universités en général, et entre les Scouts de ces

FD

NYELI (KENYA)  
de notre

Prière demander à FRANK  
de traduire assez rapidement  
et me retourner

ments exigent  
té Scoute de  
en mesure de  
n de recourir  
bonne volonté

sonnes)

25-1-96

vous prie  
remerciements.

WS  
fait le 25/01/96

iant de la  
demande, nous  
ssion de nos

NYIRINGABO Jean-Marie  
Président du Comité Exécutif

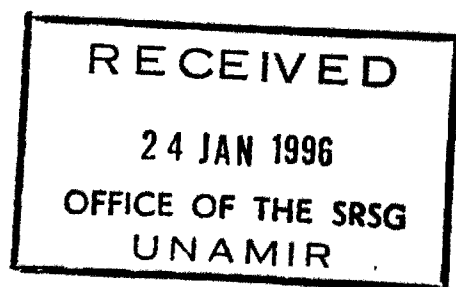
Copie pour information à:

- Monsieur le Recteur de l'U.N.R.

UNITE SCOUTE St. GEORGES  
UNIVERSITE NATIONALE DU RWANDA  
(U.N.R.) - BUTARE  
c/o Faculté des S.E.S.G.  
B.P. 117 BUTARE

Tel: 30272

Objet : Demande de sponsor



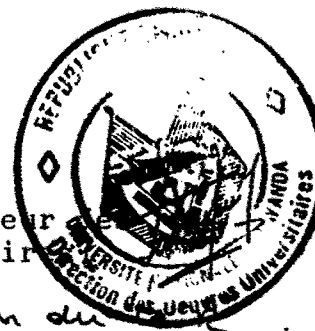
Butare, le 22 décembre 1995

Monsieur le Commandant  
de la MINUAR  
KIGALI.

S/couvert de:

- Monsieur le Directeur  
Oeuvres Universitaires

Monsieur le doyen de  
NARABUYE François



Monsieur,

Nous avons l'honneur de venir  
auprès de votre bienveillance afin de solliciter un  
sponsor.

En effet, en date du 8 décembre  
1995, les Scouts de l'Université de Makelele (OUGANDA)  
nous ont rendu une visite avec les buts suivants:

- Renforcer les bonnes relations entre les deux  
Universités en général, et entre les Scouts de ces  
deux Institutions en particulier.
- Nous inviter à commémorer avec eux à NYELI (KENYA)  
le prochain anniversaire (22/2/1996) de notre  
Fondateur BADEN Powel.

Comme ces déplacements exigent  
des moyens importants et, vu que l'Unité Scoute de  
l'U.N.R., nouvellement créée, n'est pas en mesure de  
subvenir à ces besoins, nous avons jugé bon de recourir  
auprès des personnes (organisations) de bonne volonté  
pour qu'elles nous procurent:

- le moyen de transport (pour environ 15 personnes)
- essence.

En vous remerciant de la  
bienveillance que vous accorderez à cette demande, nous  
vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos  
remerciements.

NYIRINGABO Jean-Marie  
Président du Comité Exécutif

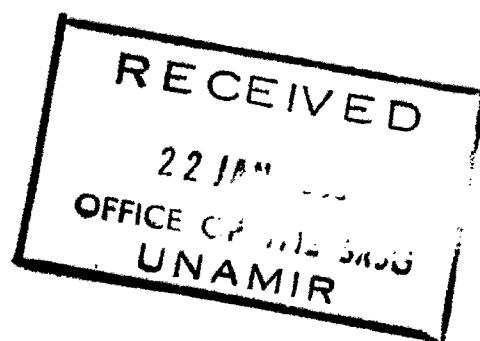
Copie pour information à:

- Monsieur le Recteur de l'U.N.R.
- Monsieur le Vice-Recteur (Tous)

Reçu le 24 JAN 1996

RESEAU DE CITOYENS  
CITIZENS' NETWORK  
Association internationale

Kacyiru - B.P.:1219 - Kigali  
Rwanda  
Tél/Fax: + (250) 8.4664



Monsieur Khan Shaharyar  
Représentant spécial  
MINUAR

INVITATION

Kigali, le 22 janvier 1996

Monsieur le Représentant spécial,

*Mr. Zorilla*  
*Président du*  
*SRSG.*  
*25-1-96*

R.C.N. est une organisation non gouvernementale créée en septembre 1994 dans un élan de solidarité suscité par la tragédie rwandaise.

Un des défis majeurs du Rwanda était de remettre sur pied des institutions judiciaires qui puissent rendre justice. Le pays était dévasté, le personnel judiciaire avait, dans sa toute grande majorité, disparu et les infrastructures avaient été pillées ou fortement endommagées. Le Ministère de la Justice manquait cruellement de moyens. C'est dans ce contexte d'urgence et de grande désolation de l'appareil judiciaire que l'équipe de R.C.N. lui a dès lors proposé sa coopération.

Le Ministère de la Justice a honoré R.C.N. de sa confiance. Pendant seize mois, R.C.N. a travaillé dans les domaines de la formation, de l'appui documentaire et de l'appui matériel.

Aujourd'hui, les services judiciaires commencent à s'organiser, un minimum de personnel judiciaire est en place, les lois fondant les institutions prévues par les Accords d'Arusha sont votées ou en passe de l'être.

Certes, les problèmes demeurent nombreux et le travail à accomplir reste considérable. L'appui international au Ministère de la Justice et aux nouvelles institutions judiciaires est plus que jamais indispensable. Néanmoins, le contexte n'est plus le même. L'urgence a changé de visage. Les coopérations multilatérales et bilatérales deviennent opérationnelles. Il est temps pour R.C.N., qui n'a jamais voulu s'institutionnaliser, de laisser la place.

**Reçu le 22 JAN. 1996**

ED

A l'occasion de ce départ, l'équipe de R.C.N. a l'honneur de vous inviter à la clôture de la dernière formation à laquelle elle a participé, celle d'une centaine de candidats magistrats non-juristes.

Cette cérémonie aura lieu ce 27 janvier, à 11 heures, au Centre de la Pastorale Saint Paul, à Kigali.

Espérant être honoré de votre présence, je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant spécial, l'expression de ma haute considération.

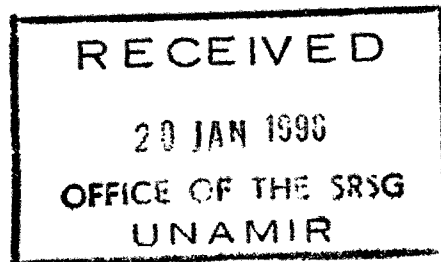
Daniel de Beer

Pour l'équipe de R.C.N.  
Daniel de Beer  
Directeur

REPUBLIQUE RWANDAISE  
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE  
ET DU MOUVEMENT ASSOCIATIF  
B.P. 1044 - KIGALI

Kigali, le 16/01/1996

N° /21.20



A l'attention de

*S.E. Monsieur le Représentant  
Spécial du Secrétaire Général  
des Nations Unies... Kigali.*

## INVITATION

Le Ministère de la Jeunesse et du Mouvement Associatif vous convie aux cérémonies du lancement officiel du programme de soutien aux enfants de la rue qu'il organise ce dimanche 21 Janvier 1996 en collaboration avec l'Association "Enfance Rwanda/Turere u Rwanda".

Les cérémonies, dont le programme détaillé est en annexe, auront lieu au Stade de Remera à partir de 9h00.

Votre présence est vivement souhaitée.

Dr Jacques BIHOZAGARA

Ministre de la Jeunesse  
et du Mouvement Associatif



Reçu le 20 JAN. 1996



## PROGRAMME

9H00 : Arrivée des enfants au Stade  
9H30 : Arrivée des invités d'honneur  
9H35 : Mot d'ouverture (Chef des cérémonies)  
9H40 : Défilé des enfants  
10H00 : Brefs discours des représentants des enfants  
10H20 : Acrobatie  
10H30 : Allocution de Monsieur le Président de l'Association  
Enfance Rwanda/TURERERE U RWANDA  
10H40 : Danse d'enfants  
10H55 : Allocution de Madame le Préfet de la Ville de KIGALI  
11H05 : Sketch  
11H30 : Chants et danses d'enfants  
11H40 : Allocution de Monsieur le Ministre de la Jeunesse et  
du Mouvement Associatif  
12H00 : Allocution de Madame la Présidente  
12H10 : Match de Football  
12H35 : Fin des cérémonies.

# **The Lutheran World Federation - Rwanda**

# **LWF**

CWA - Church World Action  
Tél. : +250 - 74 182

33, Rue Député Kayuku P.O. BOX 2831, Kigali  
Fax : +250 - 77 102

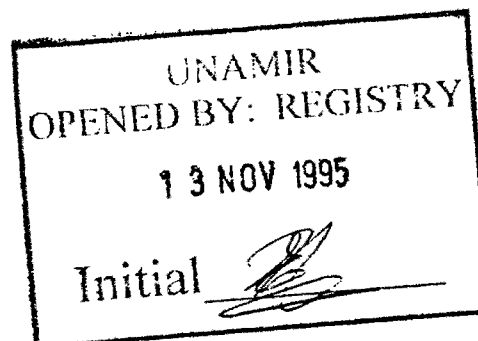
Kigali, le 7 novembre 1995

O/546/95

UNAMIR  
Kigali

Rwanda

Objet: Changement de nom de notre  
organe de coordination



SRSG  
ED  
SA/SRSG

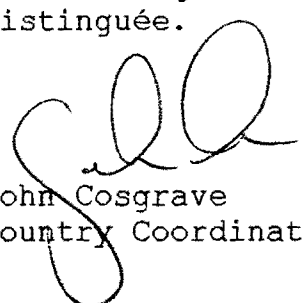
CA/SM

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous annoncer le changement d'appellation de notre organe de coordination. Initialement connue comme CWA (Church World Action - Action Mondiale des Eglises), elle vient de prendre le nom de ACT (Action by Churches Together - Action Commune des Eglises). Nous vous remettons en annexe une brève notice introductive.

Le mandat, les objectifs et la structure n'ont pas changé. Nous voulons seulement vous tenir informés de notre nouveau sigle, mais nous restons les mêmes dans nos principes, notre idéologie, notre mission.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

  
John Cosgrave  
Country Coordinator

Reçu le 15 NOV. 1995



International

**Action**  
by churches  
together

150 route de Ferney  
P.O. Box 2100  
CH-1211 Geneva 2



**Phone** ++ 41-22 791.60.32

**Fax** ++ 41-22 791.65.06

**E-mail** act@wcc-coe.org

**Telex** 415 730 OIK CH

Co-ordinating Office

Geneva, August, 1995

Dear friends:

This will be the first time you have received a letter bearing the new name and logo of ACT (International), Action by Churches Together. Many of you will have heard of recent decisions by the World Council of Churches and the Lutheran World Federation and their world-wide network of churches and related agencies to co-ordinate their international emergency efforts.

As you know, the LWF, WCC and their member churches and related agencies have already been co-ordinating their work of humanitarian assistance, emergency prevention, capacity-building and communications through Church World Action initiatives in a number of complex situations. We have found this method of working together to be effective in avoiding duplication and to use wisely our limited human, financial and environmental resources.

We also believe it is the best way to offer Christian service to all people regardless of race, gender, belief, nationality, ethnic origin or political persuasion. ACT will pay particular attention to vulnerable groups such as women and children.

ACT is a world-wide network of churches and their related agencies meeting human need through co-ordinated emergency response. It is based organizationally in Geneva and will endeavor to see the problems underlying the sharp increase in emergencies from a global perspective.

ACT is now up and functioning and replaces all our former co-operative efforts such as Church World Action. We will come to you under the ACT label from now on.

The international ecumenical community is called, we believe, by the Gospel to face together, and respond effectively to human need and suffering caused by the growing numbers of emergency crises in an increasingly cruel and chaotic world. We believe this means a rapid, relevant way of meeting the physical, psychological and spiritual needs of all affected people. It is this holistic approach that is specific to a Christian response.

For this reason, ACT emphasizes not only humanitarian assistance but also justice, peace, advocacy and reconciliation in the South and the North. We are clear that the issues of poverty, injustice, ethnicity and environmental degradation which lead to the violence of war and terror must be addressed if we are to help restore our fractured communities and God's world which we believe is God's intention for humanity.

Our strength lies in the strong relationships which link churches and partners in the South and churches and partners in the North. In that way we are grounded within local churches and not only a Geneva-based organization. ACT is their instrument. With all our partners we are able to co-ordinate our work in order to be effective and to use our resources responsibly.

It is a crucial moment for us. Emergencies requiring rapid humanitarian response have multiplied in recent years from an average of about five per year, many of these being natural disasters, to more than 20 complex emergencies-a-year, many of them involving severe civil strife.



ACT has been carefully developed. An Emergency Committee made up of representatives from member churches, agencies and implementing partners related to the WCC and LWF in the North and South will set policies and represent all regions of the world. We will be in a position to listen and act in the future knowing there is full participation in areas of co-operation and co-ordination.

A small secretariat – the ACT Co-ordinating Office – has been assembled and is now in place which will provide a joint working structure accountable to the Emergency Committee.

ACT's policies are laid out in a series of papers which address policies and strategies for responding to the increasing number of emergencies. These policy papers will guide our actions as we face the ethical demands created by the outburst of humanitarianism in recent years. Our intention is to begin further discussions with partners, donors and church-related agencies based on these policy documents which will be finalized by the end of this year.

We recognize and underline the need for more on-going reflection about the ethics of humanitarian responses within the ecumenical community.

We consider ACT as building on the strengths of all our networks. Our ability to move quickly, effectively and ethically will, we believe, be significantly enhanced by increased abilities to communicate our work through the network and the mass media.

Over the years LWF, WCC and their related agencies have built strong partnerships with a large number of counterparts in the South. The capacity to learn from our Southern partners is something we have worked at very hard. Capacity-building for both South and North will be increased and mutual.

With this brief announcement, we hope that you will join us in a new and vital vision of ecumenical partnership in these times of crisis. We invite you to discuss our plans and take the opportunity to exchange views about future possibilities for co-operation. We welcome your views and urge you to contact our Geneva offices for more information and with your ideas and comments.

We send you our warm greetings and look forward to hearing from you.

Sincerely,

Reverend Konrad Raiser  
General Secretary  
World Council of Churches

Reverend Ishmael Noko  
General Secretary  
Lutheran World Federation



International

**Action  
by churches  
together**

150 route de Ferney  
PO Box 2100  
1211 Geneva 2  
Switzerland

Phone ++41-22 791.60.32

Fax ++41-22 791.65.06

E-mail act@wcc-tbe.org

Telex 415 730 OIK.CH

Co-ordinating Office

Genève, août 1995

Chers amis,

C'est la première fois que vous recevez une lettre portant le nom et l'emblème d'ACT (International), Action by Churches Together (Action commune des Eglises). Nombre d'entre vous auront entendu parler des décisions récentes prises par le Conseil oecuménique des Eglises (COE) et la Fédération luthérienne mondiale (FLM) et leur réseau mondial d'Eglises et d'institutions concernant la coordination de leurs activités internationales en cas d'urgence.

Dans nombre de situations complexes, la FLM, le COE, leurs Eglises membres et les institutions qui leur sont apparentées coordonnent déjà, vous le savez, les activités qui relèvent de l'assistance humanitaire, de la prévention des situations d'urgence, de la mise en valeur du potentiel local et de la communication au travers des initiatives de Church World Action (Action mondiale des Eglises). Nous nous sommes rendu compte que ce mode de coopération était un bon moyen d'éviter le double emploi et nous permettait de faire un usage judicieux de ressources humaines, financières et naturelles limitées.

Nous croyons aussi que c'est le meilleur moyen de se mettre comme chrétiens au service de tous, sans distinction de race, de sexe, de croyances, de nationalité, d'origine ethnique ou d'opinions politiques. ACT sera particulièrement attentif au sort des groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants.

ACT est un réseau mondial d'Eglises et des institutions qui leur sont apparentées. Il soulage la détresse humaine en apportant des secours d'urgence coordonnés. L'organisation a son siège à Genève et s'efforcera de considérer dans une perspective mondiale les problèmes qui sont à l'origine de la multiplication des situations d'urgence.

ACT est dès à présent opérationnel. Cette organisation remplace tous les efforts antérieurs de coopération tels que Church World Action. Désormais, nous ferons appel à vous sous l'étiquette d'ACT.

Les crises et les situations d'urgence se multiplient dans un monde de plus en plus cruel et chaotique. L'Evangile, nous en sommes convaincus, appelle les membres de la communauté oecuménique internationale à affronter et à soulager ensemble la détresse et la souffrance humaines qui en résultent. Nous croyons qu'il est par conséquent de notre devoir de répondre rapidement et judicieusement aux besoins matériels, psychologiques et spirituels de toutes les personnes touchées. C'est ce souci de l'être humain tout entier qui est la spécificité de l'action chrétienne.

Pour cette raison, ACT attache une grande importance non seulement à l'assistance humanitaire, mais aussi à la justice, à la paix, à la défense des causes des défavorisés et à la réconciliation au Sud et au Nord. Nous savons bien que nous ne pouvons pas ignorer la pauvreté, l'injustice, les problèmes ethniques et la dégradation de l'environnement qui débouchent sur la violence de la guerre et la terreur, si nous voulons contribuer à la reconstruction de nos communautés divisées et du monde, ce qui est, nous en sommes convaincus, la volonté de Dieu pour l'humanité.

Notre force tient aux liens puissants qui unissent les Eglises et leurs partenaires, au Nord comme au Sud. De cette manière, loin d'être simplement une organisation genevoise, nous sommes enracinés dans les Eglises locales. ACT est leur instrument. Avec tous nos partenaires, nous pouvons coordonner nos activités de manière à être efficaces et à faire un usage responsable de nos ressources.

C'est un moment crucial pour nous. Les situations d'urgence qui exigent une intervention humanitaire rapide se sont multipliées ces dernières années. Si l'on en comptait naguère cinq en moyenne par année - et beaucoup d'entre elles étaient des catastrophes naturelles - elles sont aujourd'hui plus de 20 par an et présentent une complexité tout à fait nouvelle, s'agissant de graves guerres civiles pour beaucoup d'entre elles.

ACT a été conçu avec le plus grand soin. Un Comité des urgences, composé de représentants d'Eglises membres, d'institutions et de partenaires du COE et de la FLM appelés à intervenir au niveau local au Nord et au Sud, fixera les orientations générales et représentera toutes les régions du monde. Nous serons en mesure d'écouter et d'agir à l'avenir en sachant que la participation est totale dans les domaines où s'exercent la coopération et la coordination.

Un petit secrétariat - le Bureau de coordination - a été constitué et est maintenant en place. Cette structure de travail collective sera responsable devant le Comité des urgences.

Les grandes orientations d'ACT sont établies dans une série de documents qui énoncent les principes et les stratégies à suivre pour répondre au nombre croissant de situations d'urgence. Ces documents guideront nos actes et nous aideront à satisfaire aux exigences éthiques rendues indispensables par la croissance explosive que les organismes humanitaires ont connue ces dernières années. Sur la base de ces documents directifs dont la version finale sera arrêtée avant la fin de l'année, nous avons l'intention d'entamer de nouvelles discussions avec nos partenaires, les donateurs et les institutions en relation avec les Eglises.

Nous savons qu'il sera nécessaire de poursuivre la réflexion dans la communauté oecuménique sur les aspects éthiques de l'intervention humanitaire et insistons sur cette nécessité.

Nous considérons que l'efficacité d'ACT dépendra de la force de chacun de nos réseaux. Notre capacité accrue de faire connaître et d'expliquer notre travail grâce au réseau et aux médias devrait aussi, nous en sommes convaincus, augmenter considérablement notre capacité d'agir avec promptitude et efficacité tout en respectant les règles de l'éthique.

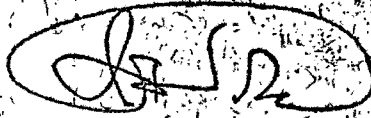
Au fil des années, la FLM, le COE et les institutions qui sont en relation avec eux ont tissé des liens puissants avec bon nombre d'homologues et de partenaires du Sud. Nous avons fait l'effort d'écouter nos partenaires du Sud pour nous instruire à leur contact. Grâce aux échanges entre le Nord et le Sud, leurs capacités, à l'un comme à l'autre, seront renforcées.

En vous envoyant ce bref message, nous exprimons l'espoir que vous adopterez cette vision nouvelle du partenariat oecuménique, vitale en ces temps de crise. Nous vous invitons à discuter de nos projets et à nous donner votre avis sur les possibilités futures de coopération. Toutes vos réactions seront les bienvenues. Nous vous prions de bien vouloir vous mettre en rapport avec nos bureaux de Genève pour obtenir un complément d'information et nous faire part de vos idées et de vos commentaires.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer nos cordiales salutations.



Le pasteur Konrad Raiser  
Secrétaire général du  
Conseil oecuménique des Eglises



Le pasteur Ishmael Noko  
Secrétaire général de la  
Fédération luthérienne mondiale

Reçu le 15 Mars 1996

**PRESS RELEASE**

From the date (27 February 1996) when the newspaper Libération published its article stating that over 100,000 people had been killed by the Rwandese Patriotic Army (RPA) from its coming to power, the Special Representative in Rwanda of the United Nations Secretary General and the Chief of the Human Rights Field Operation in Rwanda have joined the frenzy denials campaign orchestrated by the Kigali Government. This partisan attitude from representatives of the world body is highly unbecoming since it further aggravates the tragedy of the Rwandese people.

Indeed, since reconciliation between Rwandese will evolve through justice and prosecution for crimes committed, it is of the utmost importance that crimes committed in April-July 1994 by the former Rwandese Government Forces, the politically-based militia and certain components of the population, in the larger context of the war, the genocide against tutsi, massacres of political opponents and bloody settlements of old disputes are recognized, prosecuted and punished through an impartial judiciary system. Equally, the massacres of civilian populations, the war crimes and crimes against humanity committed by the RPA must be recognized, prosecuted and punished with the same standards. Reconciliation will not come about by the falsehood that consists in fortifying a situation in which some groups of Rwandese would be judges in their own cases, as it is the case with the current Kigali regime and the judiciary system it is putting in place.

In its conquest of the country, the RPA committed massacres on civilian populations, to a large scale that only the Prefectures of Cyangugu, Gikongoro and the portion of Kibuye included in the Turquoise Zone were spared from, because the UNAMIR Blue Helmets went there before the RPA and therefore the Blue Helmets exercised a psychological deterrent effect. Still, that effect was not enough to prevent selective killings registered in these prefectures and whose number of victims amounts to tens of thousands.

For the other prefectures where the RPA conquered ground after combat, massacres of the civilian populations which had not fled started as soon as the RPA overrun each locality. These massacres were massive and intensive until October 1994 and somehow decreased from the severe warning given to General KAGAME by a special envoy of the Government of the United States of America and another special envoy of the United Nations purposely despatched to Rwanda following Mr. GERSONNY's confidential report. The Special Representative in Rwanda of the United Nations is fully aware of the way embargo was put on that report, of which he had received a copy. The Chief of the Human Rights Field Operation, who has been in Rwanda from October 1995 only, should remember that although the Operation was decided in August 1994, it did not commence in the field until the end of 1994. The Operation has never deployed in the country's largest prefecture of BYUMBA and its Observers reside only at Prefectures's headquarters from where they occasionally make outings to some communes with the help of unqualified interpreters who are kept



under intimidation by the RPA Military Intelligence or who are infiltrated agents of that intelligence service. UNAMIR and its Military Observers were also not present in the field until October 1994 and they have never been able to work anywhere in BYUMBA Prefecture.

It is fit to remind our countrymen and the international community that the term "second genocide", as a description of RPA crimes in its conquest of the country and on Rwandese who had remained inside the country after its victory, was used in November 1994 when, in its 32 page document distributed to diplomatic missions accredited in Rwanda, to international and inter-governmental bodies and to NGOs, the MDR Party exposed massacres of a genocidal scale committed by RPF Army and which were still going on under more subtle and disguised forms. As for me, I exposed all the massacres of which I came to know about, by directly approaching General KAGAME on every incident, during and after the war, namely through over the 700 official letters that I wrote to him on the subject in one single year of my holding office as Minister for Internal Affairs and Communal Development.

Concerning the lists of names of more than 18,000 victims killed by the RPA in Gitarama Prefecture alone after the conquest of state power by the RPF, we would like to inform the public opinion that some of these lists were given, in June 1995, to Mr. Faustin TWAGIRAMUNGU, the then Prime Minister, by citizens who had patiently recorded them and were in that way raising a cry for help. When the Prime Minister attempted to have a substantive debate with the President, the Vice President and Minister for Defence on that serious matter, the latter two showed more interest in obtaining the lists from him than in redressing the situation, by ordering inquiries aimed at punishing the perpetrators of these massacres. Unless Mr. Ian MARTIN (the Chief of the Human Rights Field Operation) could tell the world why the RPA soldiers would only kill in Gitarama Prefecture and spare others, we put him at task to explain why he dismisses, on an ad hominem basis, the extrapolation method, which is common in statistics, especially when used on such a large scale sample and on very precise and factual events that can be checked.

We caution the international community against the attempt to impose on Rwandese a reconciliation path that is based on falsehood. The revenge judiciary system being put in place by the Kigali regime with the assistance of the international community further complicates the Rwandese problem, since the RPF and the current regime is thus placed in a position of judge for its own case.

Done in Nairobi on the 15th March 1996

Seth SENDASHONGA

Former Minister for Internal Affairs and Communal Development



## DECLARATION

J'ACCUSE LE FPR DE CRIMES DE GENOCIDE DES POPULATIONS D'ETHNIE HUTU, DE PURIFICATION ETHNIQUE ET APPELLE A UNE ENQUETE INTERNATIONALE URGENTE.

En avril 1994, pendant le génocide et les massacres, je fus sauvé par les troupes du FPR et évacué de KIGALI vers le camp des déplacés de BYUMBA où je suis resté jusqu'en juillet 1994. J'ai participé, avec quelques politiciens rescapés et qui n'avaient pas trempé dans la tragédie, aux pourparlers entre le FPR et les rescapés des Forces démocratiques de changement pour la mise en place des nouvelles institutions du pays. Par la suite, à partir du 19 juillet 1994, j'exerce les fonctions de Secrétaire général du Gouvernement jusqu'en septembre 1994 et de Chef du Service Civil des Renseignements jusqu'au 30 août 1995, date à laquelle je démissionne et m'engage à combattre la dictature du régime FPR. Déjà depuis mon évacuation sur BYUMBA, en avril 94, j'ai commencé à recevoir des éléments d'information, avec des preuves irréfutables, sur les massacres ethniques commis par des éléments de l'armée patriotique rwandaise, des cadres du FPR, des responsables politiques et administratifs et des rescapés du génocide.

Des données fiables prouvent que, jusqu'en juillet 1995, le FPR avait massacré, de façon sélective et délibérée, autour de 312.726 personnes dans des crimes de représailles et de ~~contre-génocide~~. Ces chiffres ne sont pas exhaustifs. Les relevés des victimes du FPR par secteur, commune et préfecture collectés conjointement par mes informateurs et quelques expatriés jusqu'en fin juillet 1995, se présentent comme suit:

KIGALI VILLE: 19.331 - KIGALI rural: 37.410 - GITARAMA: 39.912 - BUTARE: 33.433 - GIKONGORO: 17.545 - CYANGUGU: 16.360 - KIBUYE: 23.773 - GISENYI: 3.100 - RUCYERU: 8.750 - BYUMBA: 75.365 - KIBUNGO: 39.745 - SOIT UN TOTAL DE TROIS CENT DOUZE MILLE SEPT CENT VINGT SIX PERSONNES. De ce nombre, nous avons pu établir des listes nominatives mais malheureusement non exhaustives de plus de 104.800 personnes tuées par le FPR après sa prise du pouvoir.

Les corps sont souvent enterrés dans des fosses communes (je dispose des noms de plus de 173 dans tout le pays), entassés dans des latrines des écoles et des habitations rurales, jetés dans l'AKAGERA, brûlés à l'essence, transportés par camions militaires vers le MUTARA, le parc national de l'Akagera, la forêt de NYUNQWE, RULIMA et vers d'autres lieux où des escadrons de la mort du Directorate of Military Intelligence et des soldats fossoyeurs restent en permanence. Les zones dites militaires et interdites d'accès aux forces de la MINUAR, aux ONG, aux moniteurs internationaux des droits de l'homme, aux autorités civiles et à la population abritent des ~~chambres~~. Certaines régions sont interdites de survol tandis que d'autres connaissent des verrouillages systématiques au moment des massacres et du nettoyage par des unités militaires spécialisées (ex.: Stade de BYUMBA en avril 94 après le massacre de plus de 3.000 paysans, SAVE, en août 94 pendant les massacres de plus de 300 personnes).

RECEIVED

OFFICE OF THE SRSG  
UNAMIR

Reçu le - 9 DEC. 1995

KABUTARE d'août à novembre 94. NSHILI en janvier 95. etc...).

Beaucoup de charniers laissés par les miliciens INTERAHAMWE ont été, dans la suite, utilisés par l'APR pour camoufler les corps des victimes de ses forfaits dans le dessein de faire croire à l'opinion qu'ils sont l'oeuvre des seuls miliciens. Certains des charniers comme à SAVE, NDORA, MAYANGE, SAKÉ dont les corps sont exhumés contenaient, en réalité, des corps des victimes du FPR présentées aujourd'hui comme les forfaits des miliciens.

Le contre génocide est doublé actuellement d'exclusion ethnique qui revêt plusieurs formes comme des actes d'épuration ethnique dans l'administration, la magistrature, l'enseignement universitaire, l'armée et les organes de sécurité, les affaires; des dépossessions de biens meubles et immeubles; des exterminations des habitants de certaines localités en vue de leur ethnisation; des pratiques de ségrégation ethnique rappelant l'apartheid; la diabolisation ethnique et la responsabilisation collective.

Des massacres de cette ampleur se poursuivent sous l'oeil complaisant de la communauté internationale qui croit que la seule présence des casques bleus, des moniteurs des droits de l'homme, des ONG et de la panoplie des agences onusiennes suffit pour connaître toute la vérité sur ces tueries. Certains de ces expatriés sont soit fanatisés, obnubilés, ou alors terrorisés, intimidés, expulsés ou interdits d'accès aux lieux des crimes avant et pendant des opérations de nettoyage ou de maquillage par l'APR. Certaines zones dites militaires sont, en réalité, de véritables camps d'extermination et de crémation des corps. Par ailleurs, quelques observateurs étrangers se sont plaints et ont dénoncé la mauvaise volonté de leurs organisations respectives dans la disponibilisation des moyens de travail ou accusé le Gouvernement FPR de nombreux harcèlements et de diverses tracasseries.

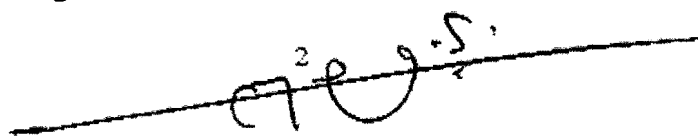
Paradoxalement, seuls quelques responsables rwandais, godillots et marionnettes du FPR, connus pour leur lâcheté et leur opportunisme, ainsi que des expatriés complices par leur silence, honteux d'avoir failli à leur mission et soucieux de leurs carrières et de leurs intérêts personnels, s'acharnent à blanchir le FPR pendant que ses responsables et ceux du pays, conscients de leurs forfaits refusent catégoriquement la mise sur pied d'une commission d'enquête internationale indépendante ou répondent, comme le haut commandement de l'APR, par le mépris comme si la vie humaine n'avait aucun sens pour eux.

Tous les Rwandais épris de vérité ont donc la responsabilité et l'obligation de combattre de toutes leurs forces cette dictature sanguinaire et tous ses instruments.

Fait à NAIROBI le 08 décembre 1995.

Sixbert MUSANGAMPURA

Ancien chef du Service de  
Renseignements du Gouvernement FPR.

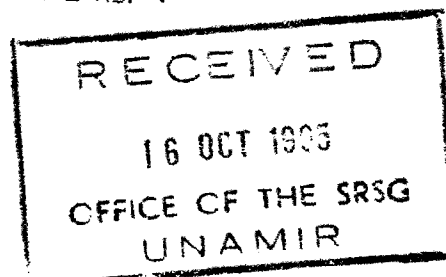


FROM : Panasonic FAX SYSTEM

PHONE NO. :

COMMUNIQUE

Oct. 15 1995 07:48AM PL

info  
Copy : FC  
ED

16-10-95

**COMMUNIQUE DE PRESSE****COORDINATION EUROPEENNE DU RASSEMBLEMENT  
POUR LE RETOUR DES REFUGIES ET LA DEMOCRATIE  
AU RWANDA (RDR)**

Ce samedi 14 octobre 1995 les représentants des quatre sections principales du RDR en Europe (Allemagne, Benelux, France et Suisse) se sont réunis à Bruxelles.

Ils ont décidé de mettre sur pied une Coordination européenne des activités du RDR pour mieux répondre aux attentes des réfugiés rwandais.

La Coordination européenne du RDR sera basée à Bruxelles et dotée d'un secrétariat permanent.

Aussitôt mise sur pied, la Coordination européenne du RDR s'est penchée sur l'actualité. Elle déplore la récente évolution du problème des réfugiés rwandais au Zaïre qui vient de consister avec le gouvernement de Kigali des accords de rapatriement forcé des réfugiés rwandais installés dans des camps sur son territoire.

La Coordination européenne du RDR est consciente de la charge que constituent les réfugiés rwandais dans les différents pays d'accueil. Elle demande au Zaïre de surseoir à la décision qu'il a prise de renvoyer les réfugiés au Rwanda où leur vie est menacée.

La Coordination européenne du RDR réitère l'engagement du RDR pour un retour pacifique et volontaire des réfugiés rwandais dans l'esprit des accords de paix d'Arusha et des instruments internationaux sur le droit d'asile.

La Coordination européenne du RDR demande au HCR de renforcer la protection des réfugiés rwandais et de promouvoir des négociations entre les représentants des réfugiés, les pays d'accueil et le gouvernement de Kigali pour trouver une solution pacifique et durable au problème politique à la base de l'exil des millions de rwandais.

La Coordination européenne du RDR invite les pays européens, plus particulièrement les pays bailleurs de fonds du gouvernement FPR, de reconsidérer leur appui au régime de Kigali tant que celui-ci n'aura pas engagé un dialogue franc et sincère avec les réfugiés rwandais.

La Coordination européenne du RDR rappelle aux pays européens, plus particulièrement les pays membres de la Commission européenne, que le régime FPR se livre encore à des violations massives et systématiques des droits de l'Homme (voir rapport Gensony et rapports d'ONG présentes sur le terrain et des organisations de défense des droits de l'Homme).

La Coordination européenne du RDR considère que l'absence d'enquêtes sérieuses et indépendantes sur les crimes commis par le FPR, notamment les massacres de Kibeho et Kanama, constitue un des obstacles au retour des réfugiés.

La Coordination européenne du RDR s'engage à apporter son concours pour un règlement pacifique et durable de la problématique rwandaise.

Pour la Coordination européenne du RDR  
Bruxelles, le 15/10/1995

Reçu le 16 OCT. 1995

Bertrand TUNGANDAME  
Secrétaire coordination européenne

Jean Marie Vianney NDAGLIMANA  
Responsable de la zone Europe

Coordination européenne du RDR

Pub. 1000  
- R. P. 10  
- R. J. R. 10  
- R. Z. 10